	<p align="center"><b>Examen au cas par cas réalisé par la personne publique responsable en application des articles R. 104-33 à R. 104-37 du code de l'urbanisme pour un plan local d'urbanisme</b></p> <p align="center">Demande d'avis conforme à l'autorité environnementale sur l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale</p>
	<p align="center">Articles R. 104-33 à R. 104-37 du code de l'urbanisme</p>

**En cas d'avis tacite, le formulaire sera publié sur le site Internet de l'autorité environnementale**

*Avant de remplir cette demande, lire attentivement la notice explicative.*

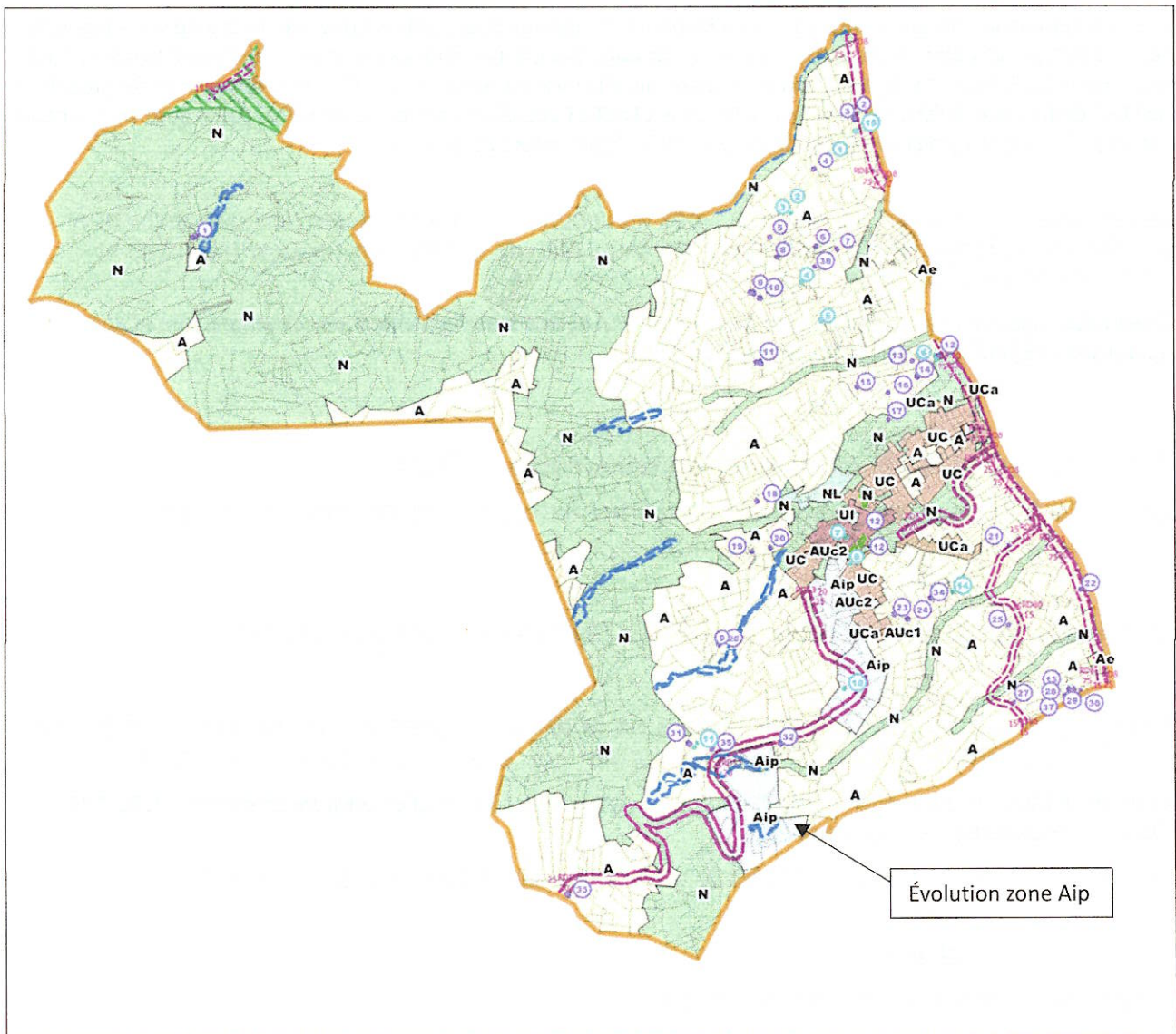
*Votre attention est appelée sur le fait que les réponses apportées dans les cases de ce formulaire constituent des éléments particuliers sur lesquels votre analyse prendra appui, mais ils ne constituent pas l'analyse qui est à développer (rubrique 6)*

Cadre réservé à l'autorité environnementale		
Date de réception :	Date de demande de pièces complémentaires :	N° d'enregistrement
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

1. Identification de la personne publique responsable
Dénomination
Mairie de Villemontais
SIRET/SIREN
SIRET : 21420331700018
Coordonnées (adresse, téléphone, courriel)
Mairie 158 RUE ANTONIN VERGIAT, 42155 VILLEMONTAIS  Téléphone : 04 77 63 10 15 E-mail: <a href="mailto:mairie@villemontais.fr">mairie@villemontais.fr</a>
Nom, prénom et qualité de la personne physique habilitée à représenter la personne publique responsable
Marie Françoise GAUME, Maire
Nom, prénom et qualité de la personne physique ressource (service technique, bureau d'étude, etc.)
PIEGTS Véronique, urbaniste chez REALITES Urbanisme et Aménagement
Coordonnées de la personne physique ressource (adresse, téléphone, courriel)

<p>Mme PIEGTS Véronique          Bureau d'études Réalités          24 rue Georges Plasse          42300 ROANNE          Tél. : 06 99 41 88 47          Mail : veronique.piegts@realites-be.fr</p>
<b>2. Identification du PLU</b>
<b>2.1</b> Type de document concerné (PLU, PLU(i))
Plan Local d'Urbanisme
<b>2.2</b> Intitulé du document
PLU de la commune de Villemontais.
<b>2.3</b> Le cas échéant, la date d'approbation et l'adresse du site Internet qui permet de prendre connaissance du document
<p>PLU approuvé le 5 octobre 2017  <a href="https://www.geoportail-urbanisme.gouv.fr/map/#tile=1&amp;lon=3.932135&amp;lat=45.987337&amp;zoom=13&amp;mion=3.932135&amp;mlat=45.987337">https://www.geoportail-urbanisme.gouv.fr/map/#tile=1&amp;lon=3.932135&amp;lat=45.987337&amp;zoom=13&amp;mion=3.932135&amp;mlat=45.987337</a></p>
<b>2.4</b> Territoire (commune(s) ou EPCI) couvert par le PLU
Commune de Villemontais (42)
<b>2.5</b> Secteurs du territoire concernés par la procédure de révision, de modification ou de mise en compatibilité du PLU (matérialiser la localisation sur un document graphique)
<p>La procédure de modification simplifiée a pour but :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>○ De faire évoluer le zonage Aip sur le secteur « Gouttebaron », afin de permettre l'extension d'une exploitation agricole dont le siège se trouve sur la commune voisine</li> <li>○ De mettre à jour le règlement sur l'aspect des constructions</li> <li>○ Corriger les changements de destination afin de déterminer les emplacements justes</li> </ul>





3. Contexte de la planification	
<b>3.1 Documents de rang supérieur et documents applicables</b>	
Le territoire est-il couvert par un document de planification régionale (SAR, SDRIF, PADDUC, SRADDET) ?	
<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	
Si oui, nom du document et date d'approbation :	
Schéma Régional d'Aménagement de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (SRADDET) Auvergne-Rhône-Alpes adopté par le Conseil Régional les 19 et 20 décembre 2019 et approuvé par arrêté du préfet de région le 10 avril 2020.	
Le territoire est-il couvert par un SCoT ?	
<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	
Si oui, nom du SCoT et date d'approbation :	
SCoT « Roannais » qui a été approuvé le 4 avril 2012. Il a fait l'objet d'une révision le 4 octobre 2017.	

En 2023, l'évaluation réglementaire a permis d'identifier des évolutions sensibles et positives à l'œuvre sur le territoire. Les orientations et objectifs du SCoT Roannais n'ont donc pas été remis en cause et lors du Conseil Syndical du 26 septembre 2023, les élus ont jugé essentiel de poursuivre la mise en œuvre de ce SCoT dans l'attente de l'approbation du SCoT du Roannais à l'échelle du nouveau territoire. Le SCoT actuel sera remplacé d'ici 2027 par le SCoT du Roannais sur un périmètre élargi aux 104 communes du nord du département de la Loire.

Le territoire est-il couvert par d'autres types de documents exprimant une politique sectorielle (schéma d'aménagement et de gestion des eaux, plan de gestion des risques d'inondation, charte de parc naturel, PCAET, etc.) ?

Villemontais appartient à la Communauté d'Agglomération de Roannais Agglomération, disposant d'un PCAET approuvé le 28 janvier 2020 pour la période 2020-2026.

### 3.2 Précédentes évaluations environnementales du PLU

Le PLU a fait l'objet d'une évaluation environnementale lors de son élaboration

☐ Oui

☒ Non

Si oui, préciser la date de l'avis de l'AE sur l'évaluation environnementale

Si non, préciser, le cas échéant, la date de la décision issue de l'examen au cas par cas concluant à l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale

Décision de l'Autorité environnementale de ne pas soumettre le PLU à évaluation environnementale n°2016-ARA-DUPP-00103 en date du 12 septembre 2016

Si cette évaluation environnementale a été réalisée, a-t-elle été actualisée ?

☐ Oui

☒ Non

Si oui, préciser la date de l'actualisation

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

Comment l'avis de l'autorité environnementale relatif à cette évaluation environnementale ou son actualisation a été pris en compte ? Expliquer les conséquences sur la procédure actuelle

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

Depuis l'évaluation environnementale initiale, ou sa dernière actualisation, le PLU a fait l'objet d'une procédure d'évolution qui n'a pas fait l'objet d'évaluation environnementale

☐ Oui

☒ Non

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

Si oui, préciser sa date d'approbation et son objet

### 4. Type de procédure engagée et objectifs de la procédure donnant lieu à la saisine

#### 4.1 Type de procédure (révision, modification, mise en compatibilité) et fondement juridique



Il s'agit d'une modification simplifiée au titre des articles L.153-36 et suivants du Code de l'urbanisme.

## 4.2 Caractéristiques générales du territoire couvert par le PLU

4.2.1 Population concernée par le document, d'après le dernier recensement de la population (données INSEE)

1 045 habitants en 2022.

### 4.2.2 Caractéristiques spatiales

Superficie totale (en hectares)	1 314,24 ha			
Superficie par zones	Actuellement		Après évolution	
	Superficie (en ha)	Pourcentage de la superficie du territoire	Superficie (en ha)	Pourcentage de superficie du territoire
zones U	40,80	3,10%	40,80	3,10%
zones 1 AU	0,94	0,07%	0,94	0,07%
zones 2 AU	/	/	/	/
zones A	665,37	50,63%	665,37	50,63%
dont zones Aip	(42)	(6,31%)	(40,70)	6,12%
zones N	607,13	46,20%	607,13	46,20%
Total	1 314,24	100%	1 314,24	100%

4.2.3 Rappel des objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain fixés par le projet d'aménagement et de développement durables (PADD).

*Le PLU approuvé en 2017 « La volonté de la commune est de proposer un développement de l'habitat cohérent avec celui des dernières années et maîtrisé, en prévoyant une dynamique moyenne de 3 à 4 logements par an. »*  
Rappel des orientations du PADD :

*Le PADD du PLU de la commune de Villemontais est organisé en trois grandes thématiques :*

#### **1. POURSUIVRE UN DEVELOPPEMENT COHERENT DE L'HABITAT**

- *Envisager un développement raisonné à l'horizon d'une décennie et cohérent avec l'évolution des derniers années*
- *Encourager une diversification du parc de logements pour un meilleur renouvellement de la population et une meilleure réponse aux besoins des populations*
- *Travailler à une urbanisation moins consommatrice d'espace*

#### **Privilégier l'optimisation du bâti existant**

*Afin de limiter l'étalement de l'urbanisation la commune souhaite favoriser la création de logements au sein du bâti existant, en incitant à :*

- *la remise sur le marché des logements vacants,*
- *la réalisation d'opérations de renouvellement urbain (démolition reconstruction),*
- *la réhabilitation du bâti existant ;*

*Et en permettant le changement de destination de certains bâtiments n'ayant plus de vocation agricole, en fonction de critères précis, et notamment pour le bâti présentant un intérêt architectural ou patrimonial.*

**Affirmer le bourg et ses secteurs actuels d'extension urbaine comme lieux privilégiés de développement de l'habitat**



L'organisation urbaine de Villemontais se caractérise par un bourg dominant, qui a connu des extensions pavillonnaires en périphérie, notamment sur les secteurs du Vignoble, du Pizet, de Fontenay, mais également un tissu bâti dispersé dans l'espace agricole et qui a connu un certain développement pavillonnaire.

La commune souhaite aujourd'hui affirmer plus fortement le statut du bourg et de sa périphérie, et pour cela :

- Privilégier fortement le bourg et ses extensions pour le développement de l'habitat :

- En densifiant le centre-bourg et sa périphérie immédiate,
- En maîtrisant les extensions linéaires pavillonnaires,
- En mobilisant le potentiel foncier des dents creuses au sein du tissu urbain actuel et en envisageant pour certaines, si nécessaire, une ouverture à l'urbanisation décalée dans le temps pour échelonner le développement de l'habitat,
- En prévoyant une densification progressive et maîtrisée du secteur du Vignoble, préservant les parcelles de vignes et la qualité paysagère du secteur,
- En étudiant le devenir de tenements fonciers stratégiques pour le renforcement du centre-bourg par renouvellement urbain et densification,
- En envisageant si nécessaire une extension limitée de l'urbanisation pour répondre aux besoins futurs, à proximité du centre-bourg, et de manière prioritaire sur le secteur du Pizet.

#### **Définir un projet modérant la consommation de l'espace**

La commune a consommé, ces 10 dernières années, environ 7 ha pour le développement résidentiel, composé essentiellement de maisons individuelles. Les objectifs précédemment affirmés s'inscrivent dans une volonté globale forte de s'inscrire dans une gestion plus raisonnée de la consommation foncière :

- Les opérations devront tendre vers une densité de l'ordre de 12 logements par hectare minimum (minoration de la densité de 15 logements par hectare prévue par le SCOT du fait du contexte de montagne), contre environ 6 logements par hectare constatés sur la dernière décennie ;
- En cohérence avec cette densité, diversifier le parc de logements et rompre avec une dynamique de construction essentiellement tournée vers le parc individuel, et prendre en compte les potentialités en renouvellement urbain ;
- Définir un potentiel foncier constructible adapté aux objectifs de logements, et s'inscrivant dans le cadre défini à l'échelle supra communale, en tendant vers une consommation de foncier de l'ordre de moins de 3 ha d'ici 2026 pour l'habitat.

### **2. CONFORTER UN TERRITOIRE DYNAMIQUE**

- *Conforter la mixité de fonctions du bourg*

*Maintenir un tissu de commerces et de services de proximité dans le bourg*

*Améliorer l'offre d'équipements et d'espaces publics*

- *Maintenir et favoriser le développement des activités économiques du territoire*

*Conforter la vocation agricole du territoire*

*Prendre en compte les activités non agricoles implantées dans les hameaux*

*Favoriser le développement du tourisme*

- *Améliorer les déplacements dans la commune*

*Encourager les modes de déplacements alternatifs à la voiture individuelle*

*Améliorer le stationnement dans le bourg*

### **3. PRESERVER ET VALORISER LE CADRE DE VIE**

- *Préserver les espaces naturels du territoire*

*Protéger les espaces naturels remarquables et les fonctionnalités écologiques reconnues à l'échelle supra communale*

*Préserver les fonctionnalités écologiques terrestres, dans une logique de trame verte*

*Préserver la trame bleue constituée par les cours d'eau et les zones et secteurs humides*

- *Préserver la ressource en eau*

*Assurer un développement tenant compte de la ressource en eau*

*Prévoir un développement en accord avec le réseau d'assainissement*

- *Maintenir et mettre en valeur la qualité paysagère*

*Préserver les caractères agricoles, bocagers et forestiers du territoire*  
*Maintenir les principaux points de vue remarquables du territoire*  
*Favoriser une perception de qualité du bourg*  
*Préserver et valoriser les éléments bâtis caractéristiques de l'identité communale*

- Limiter les effets de l'urbanisation sur le risque inondation et le climat
- Limiter le risque inondation en aval*  
*Limiter les émissions de gaz à effet de serre et préserver la qualité de l'air*

### 4.3 Caractéristiques de la procédure

#### 4.3.1 Contenu et objectifs de la procédure

La présente procédure a pour objectif de faire évoluer la zone Aip pour permettre l'implantation d'un bâtiment agricole, une adaptation du règlement et également à réaliser. Une correction est à apporter aux des changements de destination.

4.3.2 La procédure a pour objet d'ouvrir une ou des zones à l'urbanisation ou de pouvoir autoriser des constructions

- ☐ Oui  
☒ Non

Si oui, préciser la localisation et la superficie

Les incidences sur l'environnement de cette ouverture à l'urbanisation, ainsi que les incidences au regard des objectifs de conservation d'un site Natura 2000 ou, pour les territoires ultra-marins, au regard des objectifs de conservation des espaces nécessaires aux fonctionnalités écologiques ont-elles été analysées dans l'évaluation environnementale initiale ou dans sa version actualisée ?

- ☐ Oui  
☒ Non

Si oui, préciser les pages de l'évaluation environnementale initiale ou de son actualisation et l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance du document

4.3.3 La procédure a pour objet ou pour effet d'augmenter la densité de certains secteurs

- ☐ Oui  
☒ Non

Si oui, préciser la localisation et la superficie

4.3.4 La procédure a pour objet :

- de créer un espace boisé classé

- ☐ Oui  
☒ Non

Si oui, préciser la localisation et la superficie

- de déclasser un espace boisé classé

- ☐ Oui



<input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la localisation et la superficie
- de classer de nouveaux espaces agricoles, naturels ou forestiers
<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la localisation et les superficies
La procédure doit faire évoluer le zonage Aip sur le secteur « Gouttebaron », afin de permettre l'extension d'une exploitation agricole dont le siège se trouve sur la commune voisine. Un reclassement en zone A, d'environ 1,3 hectare de parcelles aujourd'hui au sein du zonage Aip.
- de déclasser un espace agricole, naturel ou forestier
<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la localisation et les superficies
- de créer de nouvelles protections environnementales
<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser les protections et leurs superficies
- de supprimer une protection édictée en raison des risques de nuisance, qualité des sites, paysages, milieux naturels
<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser les protections et leurs superficies
<b>4.4 Mise en compatibilité du PLU dans le cadre d'une déclaration de projet</b>
- Description de l'opération ou du projet nécessitant la mise en compatibilité et indications des éléments devant être mis en compatibilité avec le projet
/
- Le projet concerné par la mise en compatibilité est soumis à évaluation environnementale :
<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance de la décision issue de l'examen au cas par cas ou de l'étude d'impact du projet concerné par la mise en compatibilité
/
<b>4.5 Mise en compatibilité du PLU dans le cadre d'une procédure intégrée (L. 300-6-1)</b>

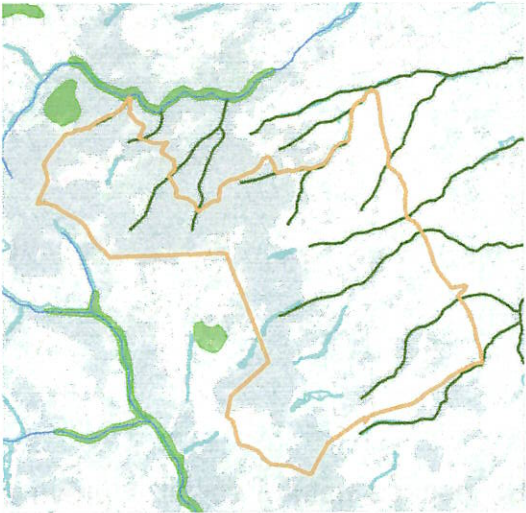
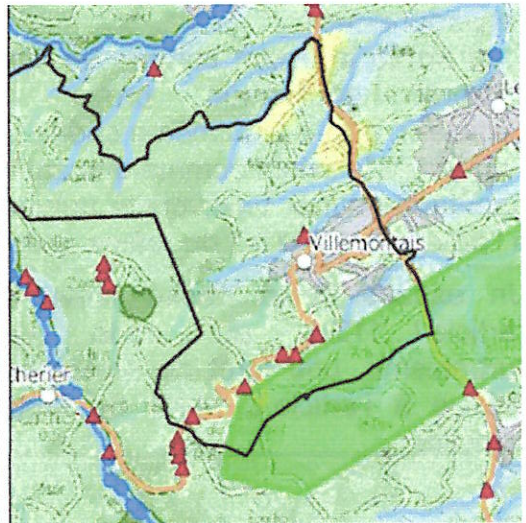


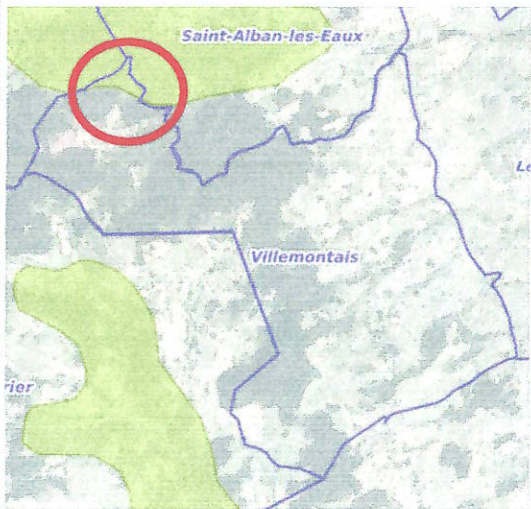
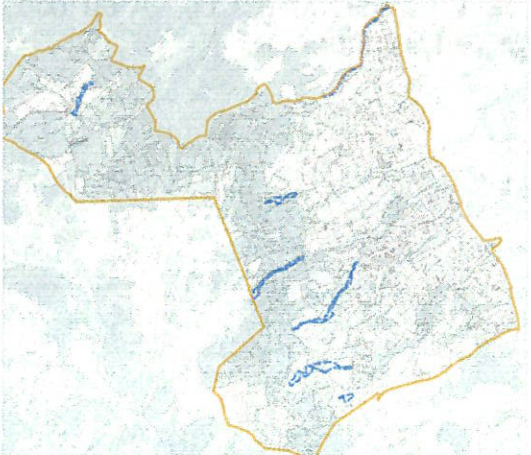
- Description de l'opération ou du projet nécessitant la mise en compatibilité et indications des éléments devant être mis en compatibilité avec le projet
- Le projet concerné par la mise en compatibilité est soumis à évaluation environnementale : <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance de la décision issue de l'examen au cas par cas ou de l'étude d'impact du projet concerné par la mise en compatibilité
/
<b>4.6 Mise en compatibilité du PLU avec un document supérieur</b>
- Document(s) avec le(s)quel(s) le PLU est mis en compatibilité : parmi les documents listés à la <b>rubrique 3.1</b> , intitulé du document, date d'approbation et l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance du document
/
- Motif pour lequel le PLU est mis en compatibilité
/
<b>4.7 La procédure a des effets au-delà des frontières nationales</b> <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
<b>Si oui, préciser les effets</b>

5. Sensibilité environnementale du territoire concerné par la procédure			
5.1 Le plan local d'urbanisme est concerné par :			
	Oui	Non	Si oui, précisez
Les dispositions de la loi montagne	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	La commune est concernée par les dispositions de la Loi montagne.
Les dispositions de la loi littoral	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	La commune n'est pas concernée par les dispositions de la Loi littoral.
Un site désigné Natura 2000 en application de l'article L. 414-1 du code de l'environnement (ZICO, ZPS, ZSC)	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	La commune n'est pas concernée par les sites Natura 2000.
Un cœur de parc national délimité en application de l'article L. 331-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	La commune n'est pas comprise dans un périmètre de parc naturel.
Une réserve naturelle ou un périmètre de protection autour d'une réserve institués en application, respectivement, des articles L. 332-1	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	La commune n'est pas comprise dans un périmètre de réserve naturelle.

et L. 332-16 du code de l'environnement			
Un site inscrit ou classé en application des articles L. 341-1 et L. 341-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	La commune n'est pas concernée par un site inscrit.
Un plan de prévention des risques technologiques prévu à l'article L. 515-15 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	La commune n'est pas concernée par un plan de prévention des risques technologiques.
Un plan de prévention des risques naturels prévisibles prévu à l'article L. 562-1 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	La commune n'est pas concernée par un plan de prévention des risques naturels.
Un périmètre des servitudes relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement instituées en application de l'article L. 515-8 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	La commune n'est pas concernée par un périmètre des servitudes relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement.
Un périmètre des servitudes sur des terrains pollués, sur l'emprise des sites de stockage de déchets, sur l'emprise d'anciennes carrières ou dans le voisinage d'un site de stockage géologique de dioxyde de carbone instituées en application de l'article L. 515-12 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	La commune n'est pas concernée par un périmètre des servitudes sur des terrains pollués.
Un plan de prévention des risques miniers prévus à l'article L. 174-5 du code minier	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	La commune n'est pas concernée par un plan de prévention des risques miniers.
Un site patrimonial remarquable créé en application des articles L. 631-1 et L. 632-2 du code du patrimoine	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	La commune n'est pas concernée par un site patrimonial remarquable.
Des abords des monuments historiques prévus aux articles L. 621-30 et L. 621-31 du code du patrimoine	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Villemontais n'est pas concerné par un périmètre des abords des monuments historiques.
Une zone humide prévue à l'article L. 211-1 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le PLU de la commune de Villemontais repère et protège les zones humides identifiées sur le territoire.
Une trame verte et bleue prévue à l'article L. 371-1 du code de l'environnement (préciser réservoir	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le SRADDET Auvergne Rhône Alpes identifie des trames et des protections sur le territoire de la commune.

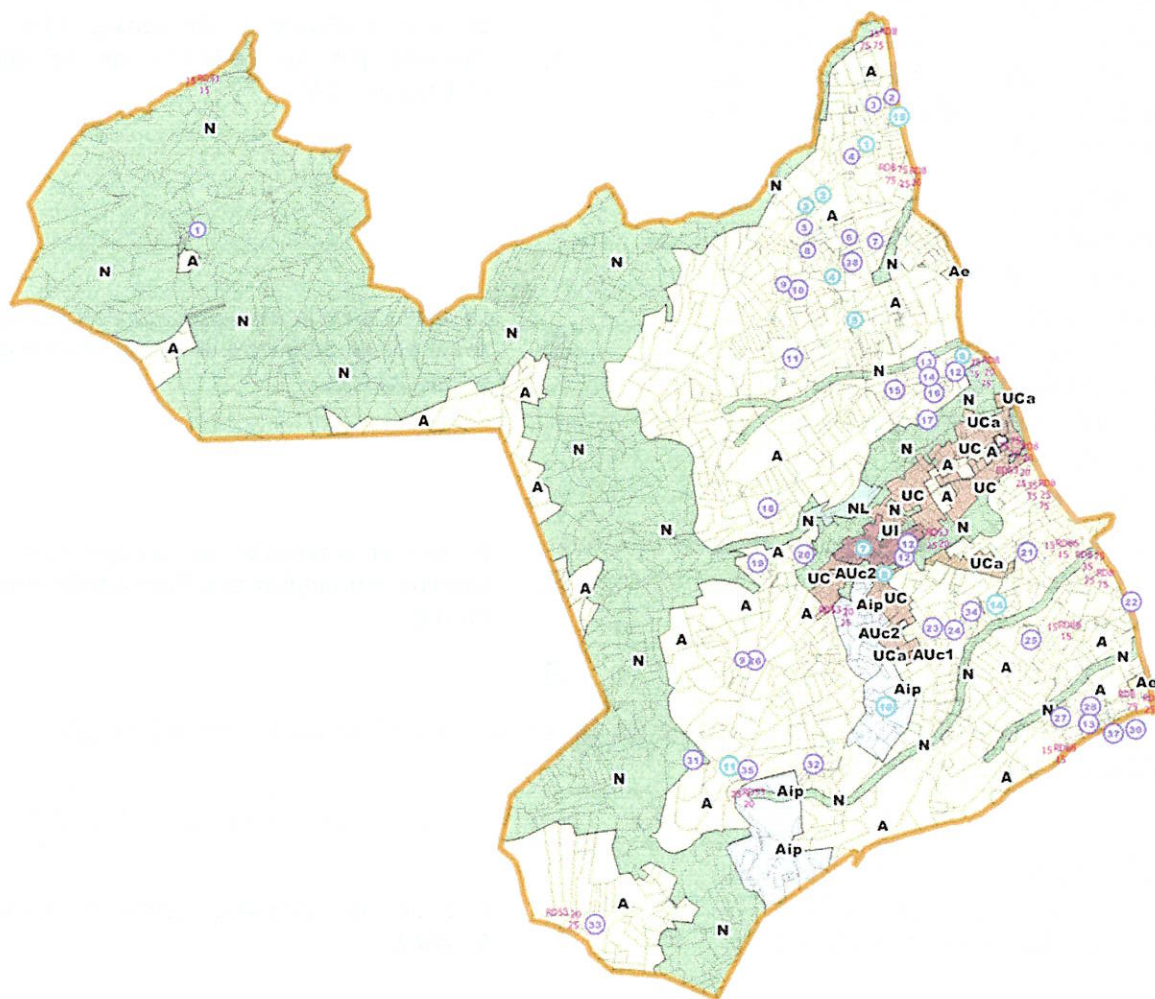


de biodiversité et/ou corridor écologique)			 <p>La commune est concernée par un corridor écologique répertorié au schéma régional de cohérence écologique.</p> 
Une ZNIEFF (préciser type I ou II) prévue à l'article L. 411-1 A du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>La commune de Villemontais est concernée par une ZNIEFF de type 2. Celle-ci ne sera pas concernée par la procédure.</p>

			
Un espace naturel sensible prévu à l'article L. 113-8 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un espace concerné par : - un arrêté de protection de biotope prévu à l'article R. 411-15 du code de l'environnement ; - un arrêté le listant comme un site d'intérêt géologique prévu à l'article R. 411-1-1 du même code ; - un arrêté le listant comme une zone prioritaire pour la biodiversité prévue à l'article R. 411-17-3 du même code	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un espace boisé classé prévu à l'article L. 113-1 du code de l'urbanisme, une forêt de protection prévue à l'article L. 141-1 du code forestier	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Autre protection	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>Le PLU de la commune de Villemontais comporte des trames de protection permettant de traduire la trame verte et bleue.</p> <p>Il s'agit de milieux protégés au titre de l'article L 151-23 du CU. Ce sont les zones humides.</p> 



Plan du PLU actuel :



**5.2 Le ou les secteurs qui font l'objet de la procédure donnant lieu à la saisine sont concernés par :**

	Oui	Non	Si oui, précisez
Les dispositions de la loi montagne	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	L'évolution de zonage de la zone Aip vers la zone A se trouve sur un secteur localisé en zone de montagne.
Les dispositions de la loi littoral	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Le secteur d'évolution du zonage n'est pas concerné par les dispositions de la Loi littoral.
Un plan de prévention des risques technologiques prévu à l'article L. 515-15 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Le secteur d'évolution du zonage n'est pas concerné par un plan de prévention des risques technologiques.
Un plan de prévention des risques naturels prévisibles prévu à l'article L. 562-1 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Le secteur d'évolution du zonage n'est pas concerné par un plan de prévention des risques naturels.

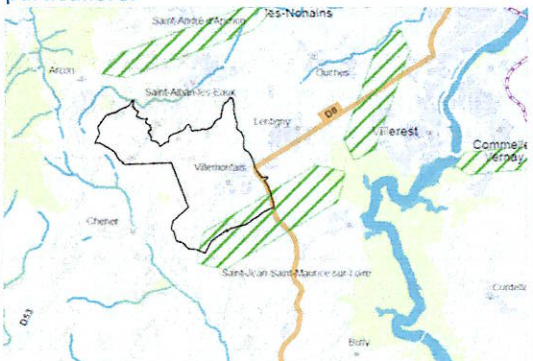
Un périmètre des servitudes relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement instituées en application de l'article L. 515-8 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Le secteur d'évolution du zonage n'est pas concerné par un périmètre de servitudes relatives aux ICPE.
Un périmètre des servitudes sur des terrains pollués, sur l'emprise des sites de stockage de déchets, sur l'emprise d'anciennes carrières ou dans le voisinage d'un site de stockage géologique de dioxyde de carbone instituées en application de l'article L. 515-12 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Le secteur d'évolution du zonage n'est pas concerné par un périmètre de servitudes sur des terrains pollués.
Un plan de prévention des risques miniers prévus à l'article L. 174-5 du code minier	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Le secteur d'évolution du zonage n'est pas concerné par un plan de prévention des risques miniers.
Autre protection	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	

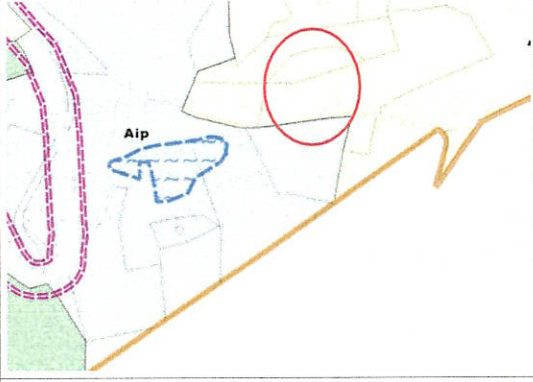
**5.3 Le ou les secteurs qui font l'objet de la procédure donnant lieu à la saisine se situent dans ou à proximité :**

	Oui	Non	Lequel et à quelle distance ?
D'un site désigné Natura 2000 en application de l'article L. 414-1 du code de l'environnement (ZICO, ZPS, ZSC)	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	La commune n'est pas concernée par les sites Natura 2000.
D'un cœur de parc national délimité en application de l'article L. 331-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Le secteur d'évolution du zonage n'est pas concerné par un cœur de parc national
D'une réserve naturelle ou un périmètre de protection autour d'une réserve institués en application, respectivement, de l'article L. 332-1 et des articles L. 332-16 à L. 332-18 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Le secteur d'évolution du zonage n'est pas concerné par une réserve naturelle
D'un site inscrit ou classé en application des articles L. 341-1 et L. 341-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Le secteur d'évolution du zonage n'est pas concerné par un site inscrit ou classé

D'un site patrimonial remarquable créé en application des articles L. 631-1 et L. 632-2 du code du patrimoine	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Le secteur d'évolution du zonage n'est pas concerné par un site patrimonial remarquable
D'un abord des monuments historiques prévus aux	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Le secteur d'évolution du zonage n'est pas concerné par un monument historique



articles L. 621-30 et L. 621-31 du code du patrimoine			
D'une zone humide prévue à l'article L. 211-1 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	L'objet de la procédure se trouve à proximité d'une zone humide identifiée au titre de l'article L151-23. Celle-ci est située à une altitude plus élevée que la procédure. La procédure n'impactera pas la zone humide.
D'une trame verte et bleue prévue à l'article L. 371-1 du code de l'environnement (préciser réservoir de biodiversité et/ou corridor écologique)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>Le passage de la zone Aip à la zone A pour permettre la réalisation d'un bâtiment agricole, se trouve au sein d'un corridor écologique surfacique identifié dans le SRADDET.</p> <p>Le PLU a défini un zonage un zonage permettant de préserver la trame bleue qui structure se corridor et les espaces agricoles qui assurent la perméabilité des espaces au sein du corridor. Les zones humides font l'objet d'une protection particulière.</p> 
D'une ZNIEFF (préciser type I ou II) prévue à l'article L. 411-1 A du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Le changement de zonage n'est pas localisé dans une ZNIEFF
D'un espace naturel sensible prévu à l'article L. 113-8 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Le secteur concerné n'est pas dans un espace naturel sensible
D'un espace concerné par : - un arrêté de protection de biotope prévu à l'article R. 411-15 du code de l'environnement ; - un arrêté le listant comme un site d'intérêt géologique prévu à l'article R. 411-17-1 du même code ; - un arrêté le listant comme une zone prioritaire pour la biodiversité prévue à l'article R. 411-17-3 du même code	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Le changement de zonage n'est pas concerné par une protection de type arrêté de protection de biotope, un site géologique ou une zone prioritaire pour la biodiversité.
D'un espace boisé classé prévu à l'article L. 113-1 du code de l'urbanisme, une forêt de protection prévue à l'article L. 141-1 du code forestier	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Le secteur concerné n'est pas dans un espace boisé classé
D'un secteur délimité par le plan local d'urbanisme en application de	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Le secteur n'est pas concerné par une protection de type L 151-19 du CU

l'article L. 151-19 du code de l'urbanisme			
D'un secteur délimité par le plan local d'urbanisme en application de l'article L. 151-23 du code de l'urbanisme	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>L'objet de la procédure se situe à proximité d'un milieu protégé au titre de l'article L 151-23 du CU.</p> 
Autre protection	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	

**5.4 Des constructions à usage d'habitation ou des établissements recevant du public sont-ils prévus dans des zones de nuisances (nuisances sonores, qualité de l'air, pollution des sols, etc.) ?**

☐ Oui  
☒ Non

Si oui, précisez :

*Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.*

## 6. Auto-évaluation

L'auto-évaluation doit **identifier** les effets potentiels de la procédure qui fait l'objet du présent formulaire compte-tenu de sa nature, de sa localisation – c'est-à-dire en prenant en compte la sensibilité du territoire concerné - et **expliquer** pourquoi la procédure concernée n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement.

*Se reporter à la rubrique 6 de la notice explicative pour le détail de la démarche permettant l'auto-évaluation. Fournir une note détaillée en annexe (cf. point 8).*

## 7. Autres procédures consultatives

### 7.1 Date prévisionnelle de transmission du projet aux personnes publiques associées

septembre 2025

### 7.2 Autres consultations envisagées (consultations obligatoires et facultatives)

Ensemble des personnes publiques associées.  
Il n'y aura pas de passage en CDPENAF

### 7.3 Procédure de participation du public envisagée

- enquête publique

☐ Oui

☒ Non

- participation du public par voie électronique



<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
- enquête publique unique organisée avec une ou plusieurs autres procédures <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser lesquelles
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
- autre, préciser les modalités
Dans le cadre d'une procédure de modification simplifiée, il s'agit d'une mise à disposition du public pendant une durée de 30 jours. Les modalités d'annonce sont équivalentes à celle d'une enquête publique.

8. Annexes		
8.1 Annexes obligatoires		
1	Dossier de révision, modification ou mise en compatibilité du PLU (comprenant notamment, le cas échéant, l'exposé des motifs des changements apportés)	<input checked="" type="checkbox"/>
2	Documents graphiques matérialisant la localisation des secteurs du territoire concernés par la procédure soumise à l'avis de l'autorité environnementale et comportant des zooms qui permettent de localiser et identifier les secteurs avant et après mise en œuvre des opérations ( <b>rubrique 2.5</b> ).	<input checked="" type="checkbox"/>
3	L'auto-évaluation ( <b>rubrique 6</b> ) <b>intégrée au rapport de présentation (page 35)</b>	<input checked="" type="checkbox"/>
4	Version dématérialisée du document mentionné dans les rubriques 2.3, 4.3.2, 4.4, 4.5 et 4.6 lorsqu'il n'est pas consultable sur un site <i>Internet</i>	<input type="checkbox"/>
8.2 Autres annexes volontairement transmises par le déposant		
Veuillez préciser les annexes jointes au présent formulaire, ainsi que les rubriques auxquelles elles se rattachent		
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.		

9. Engagement et signature			
Je certifie sur l'honneur l'exactitude des renseignements ci-dessus			
Commune de Villemontais			
(personne publique responsable)			
Fait à	Villemontais	le,	31 Juillet 2025
Nom	GAUME	Prénom	Marie-Françoise
Qualité	Maire		
Signature			

